

INNOVATION & ADMINISTRATION

Lettre bimensuelle Conduite du changement - TIC - Gestion des organisations - Service au public

S O M M A I R E

ACTUALITÉS P.3

- La DGME se réorganise
- Issy-les-Moulineaux : la NRU en ligne
- Le Sénat planche sur la vidéosurveillance
- Wif 2008 : le courriel du futur.

EXPÉRIENCES P.4.5.6

- **Dématérialisation** : Le SICTIAM, un e-parapheur en logiciels libres
- **Sécurité** : Le Kit électronique de l'élu
- **Télépaiement** : Colombes Habitat Public, paiement des loyers en ligne
- **Achat public** : Courbevoie dématérialise le relevé de carte d'achats
- **Accessibilité** : Accueil des personnes sourdes avec Websourd à Lorient

A SAVOIR P.2

- Simplification des formalités des entreprises
- Les premiers passeports biométriques bientôt disponibles

PARTENAIRES P.8

- Le CIG déploie des certificats Certinomis
- Sortie de la version 2.0 de Veomap
- Portail de cartographie numérique InterCarto

DOSSIER P.7

- L'e-administration au cœur de l'innovation territoriale

POINT DE VUE P.10

- Alise : Etablissements scolaires, un bon usage de la biométrie

www.o-tan.fr

Utiliser le formulaire sur le site pour demander vos codes d'accès...

Édito

L'interopérabilité mise à mal !

Le Référentiel général d'interopérabilité (RGI), longtemps retardé, est semble-t-il, remis à l'ordre du jour. Alors que le seul format bureautique accepté dans le RGI était OpenDocument (ODF, norme ISO 26300), le récent vote à l'ISO concernant le format OOXML expliquerait le déblocage du RGI et la mise au même niveau d'OOXML et d'ODF dans les règles du RGI. La relance du RGI reviendrait à "recommander fortement" aux administrations de l'Etat l'utilisation du format OOXML, et par voie de conséquence l'utilisation des produits bureautiques qui utilisent ce format, c'est à dire les produits Microsoft. Toutefois, la remise en route du chantier RGI reste officieux puisque ces informations n'ont pas été confirmées par la Direction Générale de la Modernisation de l'Etat. Mais le sujet devrait être mis à l'agenda des prochaines Assises du Numérique voulues par Eric Besson, le nouveau Secrétaire d'Etat à l'Economie Numérique.

Quoi qu'il en soit, suite à la pression des adversaires du RGI qui avaient invoqué la libre administration des collectivités garantie par l'article 72 de la Constitution, il semble aujourd'hui admis que le RGI ne s'appliquera pas aux collectivités territoriales. Le choix leur revient donc quant aux outils et formats, elles sont libres de respecter ou pas les règles posées par le RGI. Or le RGI définit les règles de bonne gouvernance des systèmes d'information des administrations. Aussi, au moment où le projet Adèle est en suspens, l'application du RGI pour l'Etat seul est un signe inquiétant. Est-ce dorénavant le seul marché qui va décider de l'avenir de l'administration électronique ? Comme l'indique le Président de l'Adullact, François Elie, dans un communiqué "Cela vide de son sens l'interopérabilité pour l'administration électronique. D'autant que regarder l'interopérabilité comme une contrainte est un contresens. Ce n'est pas une contrainte, c'est une ardente obligation. On est contraint (avec des formats propriétaires), mais on s'oblige aux formats ouverts !"

ACTUALITÉS

Un Club pour la modernisation de l'Etat

Le Magazine Acteurs Publics lance le "Club des acteurs de la modernisation de l'Etat", un club de réflexion et de partage d'expérience destiné à tous ceux qui adhèrent sans réserve à l'idée de réforme et de modernisation de l'Etat. Sur le modèle du Club du e-public, créé en 2001 par le magazine autour de l'usage des nouvelles technologies en matière de e-administration ou de e-démocratie, le Club des acteurs de la modernisation de l'Etat se veut un lieu de réflexion, un laboratoire où s'analysent les initiatives d'aujourd'hui et où s'élaborent les stratégies de demain ainsi qu'une base pour l'action. Peuvent devenir membre du Club tous les acteurs et observateurs de premier niveau de la modernisation de l'Etat. **En font aujourd'hui partie : la Direction Générale de Modernisation de l'Etat, Orange, In-eum Consulting, le groupe Logica, PricewaterhouseCoopers.** Parmi les activités du Club : des réunions informelles mensuelles autour d'acteurs majeurs de la modernisation de l'Etat, des rencontres thématiques périodiques, des tribunes dans Acteurs publics et dans la Lettre de la modernisation de l'Etat. **Le 9 et 10 juillet 2008 au Palais des Congrès (Paris) aura lieu la première édition des rencontres de la modernisation de l'Etat, évènement phare organisé par le Club, sous le haut patronage d'Éric Woerth, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction.** A cette occasion, André Santini, secrétaire d'Etat en charge de la Fonction publique, remettra 14 Victoires de la Modernisation de l'Etat.

Contact : pavidal@acteurspublics.com

suite page 3...